



Le pacte de responsabilité

TOUT, TOUT, TOUT, POUR LES TOUT, PATRONS !



LE « PACTE DE RESPONSABILITE » OU LA VOLONTE D'EN FINIR AVEC LA SECU

A l'occasion des vœux pour 2014, Hollande annonçait le lancement, au nom de «l'emploi», d'un «pacte de responsabilité» entre les entreprises, les « partenaires sociaux » et le gouvernement. Lors d'une conférence de presse le 14 janvier, il présentait la principale disposition de ce pacte : la suppression complète, d'ici 2017, des cotisations des entreprises à la branche famille de la Sécurité Sociale, soit 30 Milliards d'euros. Il demandait l'ouverture d'une négociation sur « *des contreparties claires, précises, mesurables, vérifiables (...)* des emplois prioritairement pour les jeunes et les seniors ».

La négociation du 5 mars 2014 fut une sinistre farce. Les directions des confédérations CFDT, CFTC, CGC ont signé avec le MEDEF un «*relevé de conclusions* » qui prévoit «*d'ouvrir des discussions en vue d'aboutir à un relevé de conclusions signé, ou des négociations en vue d'aboutir à un accord, précisant des objectifs quantitatifs et qualitatifs en termes d'emploi* ».

P. Gattaz avait prévenu, il n'y aura pas de contreparties ! Les trois syndicats ont acquiescé et laissé le champ libre au gouvernement pour accomplir sa sale besogne, la destruction de la Sécurité sociale, et un plan d'austérité pour les services publics avec notamment la destruction de milliers de postes, sous couvert de lutte... pour l'emploi.

Les modalités précises seront présentées par le gouvernement fin mars et le débat au parlement aura lieu fin juin. Le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), cadeau de 20 milliards d'euros aux entreprises sera maintenu. C'était une demande du MEDEF appuyée par la CFDT.

La baisse de 50 Milliards en 3 ans de la dépense publique, répartie entre l'État, les collectivités territoriales et la Sécurité Sociale est aussi maintenue. Les exonérations de la part patronale des cotisations sociales pour un montant de 10 milliards d'euros s'ajouteront au CICE. Elles ne concerneraient plus uniquement les allocations familiales mais la quasi-totalité des cotisations de Sécurité sociale. Si différentes modalités sont à l'étude les exonérations pourraient être étendue aux salaires entre 1,75 SMIC (2529,41 Euros) et 2,1 SMIC (3031,29 Euros). Ainsi les employeurs n'auraient plus à verser la part patronale des cotisations, pour l'énorme majorité des salariés, jusqu'à 90 % d'entre-deux. Cette mesure pourrait conduire à terme à un assèchement total des cotisations sociales.

npa2009.org - contact@npa2009.org

Les abandons des directions syndicales, autour de la CFDT, converties au libéralisme, les hésitations des autres entraînent une perte de repères : la Protection Sociale apparaît comme une question technique, complexe et non pour ce qu'elle est avant tout : un enjeu central dans la répartition des richesses entre le travail et le capital, ainsi qu'une anticipation sur une autre organisation de la société. Pendant longtemps, toutes les grandes confédérations et fédérations syndicales ont partagé l'idée que la Sécurité Sociale était à nous, les salariés, financée par une partie de notre salaire, les cotisations sociales, et gérée par nos représentants élus.

Avec le «pacte de responsabilité», c'est bien une nouvelle étape, décisive, de destruction de la Sécurité Sociale qui est engagée. Pour cela, le gouvernement a remis en place le « dialogue social », une duperie qui lui a si bien réussi en 2013 pour la réforme des retraites. Il veut ainsi engluier les organisations syndicales dans d'interminables discussions débouchant sur quelques pseudos mesures d'accompagnement du pacte.

Cette étape s'inscrit dans une politique qui consiste à mettre en œuvre les vœux les plus chers du patronat : la réduction du « coût » du travail pour mieux préserver profits et dividendes. Il s'agit en fait de tenter de résoudre une crise qui se résume aux difficultés d'une minorité de capitalistes à s'enrichir au détriment d'une majorité des populations. Cette politique a déjà fait ses preuves de la Grèce à l'Allemagne en passant par l'Italie, l'Espagne ou le Portugal : accroissement du chômage développement de la misère, répression des mobilisations et montée des idées réactionnaires alimentées par le désespoir.

« BAISSER LE COUT DU TRAVAIL », C'EST BAISSER LES SALAIRES !

« *Coût du travail* » au lieu de « salaires », « *charges* » à la place de « cotisations sociales », les « grands médias, les gouvernements de gauche et de droite ont choisi d'utiliser le vocabulaire patronal. Le langage n'est pas neutre, il s'agit de faire entrer dans nos têtes que les salaires sont trop lourds !

Une partie du salaire nous est payé directement et une autre est versée sous forme de cotisations sociales aux caisses de Sécurité sociale et à Pôle emploi afin de faire face aux aléas de la vie: maladies, accidents du travail, charges familiales, chômage et pour les retraites. Cette une part de notre salaire qui est mise dans un pot commun et nous est reversée sous formes de prestations, c'est du salaire socialisé !

Pour les patrons les cotisations sociales sont, comme le reste du salaire, une « charge » qu'ils cherchent toujours à réduire la masse salariale, pour augmenter leurs profits.

Pour le salarié, les cotisations sociales sont au contraire un élément de sa rémunération, même s'il n'en bénéficie que dans certaines circonstances.

ILS CONSTRUISENT LA MISE À MORT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE !

Sarkozy Hollande, avec ceux qui les ont précédé depuis trente ans, ont reculé l'âge de départ à la retraite, diminué les remboursements, cassé l'hôpital public, ils ont voulu réduire les allocations familiales aux ménages « les plus riches » et ils pillent la Sécurité sociale en exonérant de plus en plus chaque année le patronat de son financement.

Les 2/3 du financement de la Sécu proviennent des cotisations sociales, mais le financement par les impôts prend une place croissante avec notamment la CSG. Et le patronat exige de diminuer encore plus « le coût du travail ».

Sarkozy avait instauré « la TVA sociale ». Il s'agissait de remplacer des cotisations sociales, cette partie du salaire payée par les employeurs, par un impôt indirect payé pour l'essentiel par les salariés

Cette mesure s'ajoutait à d'autres impôts reposant eux aussi pour l'essentiel sur les classes populaires : les taxes sur le tabac, l'alcool, les produits sucrés, la CSG (contribution sociale généralisée) ou la CRDS (contribution au remboursement de la dette sociale).

Hollande a annulé cette TVA sociale après son élection, mais le pacte de responsabilité se situe exactement dans la même logique, « de réduction du coût du travail »

Patronat et gouvernement pourfendent l'impôt quand il

L'ENJEU

L'État : 275 milliards (recettes fiscales) de recettes totales.

La Sécurité sociale : 441 milliards de recettes totales dont **245,7 milliards de cotisations sociales.**

La Protection sociale (Sécu, Pôle emploi, retraites complémentaires, aides sociales des départements et de l'Etat) : 633,1 milliards de recettes totales dont **354 milliards de cotisations sociales.**

Les recettes de la Sécurité sociale représentent près d'1/5 du PIB (la richesse produite).

Les recettes de la Protection sociale représentent 1/3 du PIB.

L'enjeu pour le patronat est à terme de ne plus acquitter les milliards d'euros de cotisations sociales. Ces sommes échappent largement aux circuits financiers et sont redistribuées directement à la population. Pour les capitalistes, c'est insupportable !

s'agit de mettre à contribution les plus fortunés. Ils sont les premiers à vouloir imposer un nouvel impôt, quand il s'agit de taxer les salariés, les retraités, les chômeurs, et à saper ainsi les fondements de la sécurité sociale.

Chaque année on nous ressort le déficit, le trou abyssal. Mais, en privant la Sécurité sociale des moyens qui lui reviennent, les gouvernements construisent ce « déficit » et imposent ensuite « des économies » sur notre santé, nos retraites, nos allocations familiales...

On glisse ainsi sournoisement dans un système à deux vitesses. La Sécurité sociale se recentre peu à peu sur les pauvres, comme aux États-Unis. Ceux sur en ont les moyens financiers peuvent souscrire des assurances privées, des sur-complémentaires, des fonds de pension. Et pour les autres c'est une sécurité sociale rabougrie aujourd'hui, et réduite au minimum demain.

C'est le contraire d'un principe fondateur de la Sécurité sociale depuis 1945 : « *chacun doit cotiser selon ses moyens, et recevoir selon ses besoins.* »



50 MILLIARDS D'ÉCONOMIE : LES SERVICES PUBLICS A LA DIÈTE

Comment financer les milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales et de crédits d'impôts au patronat ?

Le gouvernement a annoncé des mesures d'économies dans les services publics. Il veut « maîtriser la masse salariale » et « étaler dans le temps des mesures d'avancement ». Il n'y aura donc pas d'augmentation collective et individuelle des salaires. Il annonce aussi « une baisse des effectifs », il y aura à nouveau très peu d'embauches, et la dégradation du service public et des conditions de travail s'accroîtra.

Mais cela ne suffira pas, le ministre du budget a donné des consignes à tous les ministères. La préparation du budget 2015 doit commencer plus tôt que d'habitude car il faut préparer « des économies par des réformes structurelles ». Des contre réformes toucheront un grand nombre de secteurs, la poste, les transports, l'énergie, l'éducation, la culture etc. C'est une nouvelle étape dans la destruction des services publics et des solidarités entamée par la révision générale des services publics (RGPP).

C'est à l'hôpital que l'on peut faire le plus d'économie a déclaré M. Touraine la ministre de la santé, elle veut diminuer la durée des séjours pour supprimer encore plus de lits. Et il lui faudra bien d'autres mesures pour réaliser les économies attendues. Les fermetures et restructurations des hôpitaux et maternité publics vont s'accroître. L'hôpital public déjà bien dégradé, est menacé. Une raison de plus pour continuer à se mobiliser !

A DROITE, MÊME POLITIQUE ET... SURENCHÈRE

Eric Woerth (UMP) « La France reste extrêmement protectrice et généreuse, au-delà de ses voisins. Il est normal qu'à un moment donné on se pose des questions sur son niveau de protection. Ce n'est pas immoral. Les 600 milliards d'euros qui composent le bloc social, ça tire la France vers le bas, ça n'encourage pas au travail, c'est mortel. »

« Il n'y a aucune réflexion sur l'assurance-maladie ni sur l'indemnisation du chômage(...) 50 milliards d'euros d'économies, ce n'est pas assez, il faut doubler la mise ».

Gilles Carrez (UMP) « Il faut s'interroger sur les augmentations automatiques des prestations sociales et les recentrer sur des publics plus réduits. »



LES PROPOSITIONS DU NPA

• La gratuité des soins et une réelle prise en charge de la maladie

L'Assurance Maladie, doit assurer à 100% le remboursement de l'ensemble des soins, et permettre ainsi leur gratuité, condition d'un droit universel à la santé.

• Améliorer la prévention et la reconnaissance des accidents du travail et des maladies professionnelles

Des retraites par répartition qui assurent dès 55 ans la continuité du salaire

Exclusivement financées par des cotisations sociales pour garantir à tous une retraite à taux plein, (75% du meilleur salaire brut) dès l'âge de 55 ans, et dès aujourd'hui pour les travaux pénibles.

• Des allocations familiales identiques pour tous et toutes, revalorisées, versées dès le premier enfant

• Intégration de l'indemnisation du chômage à la Sécurité Sociale

Le chômage n'est pas un choix pour les salariés. Le droit à l'emploi doit se manifester par l'interdiction des licenciements et l'obligation faite aux employeurs de financer l'impossibilité pour un salarié d'exercer un emploi.

• Un pré-salaire étudiant pour ceux et celles qui poursuivent des études supérieures d'un montant égal au SMIC.

• La compensation de la perte d'autonomie :

Ce « risque » doit être couvert à 100 % par la Sécu et donc financé par les cotisations sociales et avec le financement d'un service public de la perte d'autonomie au domicile ou en institution.

• Une sécu autogérée, indépendante et unifiée avec un seul mode de financement, les cotisations sociales

La Sécurité sociale doit être une institution totalement indépendante de l'Etat et du patronat, unifiée, appartenant aux seuls assurés sociaux.



PAS DE NÉGOCIATION, MOBILISATION !

« La Sécu, elle est à nous » ! « Il nous faut la défendre » ! Des millions de manifestants depuis plus de cinquante ans ont crié ce slogan. Alors qu'elles auraient du, dès les premières annonces du gouvernement, s'opposer frontalement à ses projets, toutes les directions syndicales se sont engagées dans le dialogue social. Une partie s'est précipitée pour obtenir quelques «contreparties» à un plan non négociable et « tous ensemble » participent au « dialogue social ».

IL N'Y A RIEN À ATTENDRE DE CE GOUVERNEMENT, IL FAUT EXIGER LE RETRAIT INTÉGRAL DU PACTE DE RESPONSABILITÉ

Les attaques contre l'ensemble du monde du travail par le gouvernement Hollande-Ayrault avec le « pacte de responsabilité », la présence de la droite la plus réactionnaire dans la rue, renforcent plus que jamais la nécessité de combattre ce gouvernement et de lui opposer le rassemblement de toutes celles et tous ceux qui, à gauche, refusent sa politique.

Mais quelle mobilisation ? Il nous faut tirer les leçons des mobilisations contre sur les retraites. Les journées d'action successives et éclatées dans le temps n'ont pas été efficaces, et la bataille a été perdue. Il nous faudra porter le rapport de force à la hauteur de l'enjeu. Comme pour la lutte contre la réforme des retraites de 2013, le fait qu'elle soit portée par un gouvernement dit de gauche constitue une difficulté. Avec, de plus, une partie des directions syndicales qui approuve largement la logique de baisse du coût du travail et celle du transfert vers l'impôt des moyens nécessaires à la protection sociale.

Plus que jamais la mobilisation devra se construire plus par « en bas », à partir des équipes syndicales qui refusent toute la logique du pacte de responsabilité. Seul le blocage de l'activité économique pourra faire reculer le pouvoir et les possédants et nous devons fixer comme objectif la grève générale.

Elle devra s'appuyer sur l'ensemble du mouvement social, c'est-à-dire les associations, les structures syndicales, les partis politiques, toutes celles et ceux décidés à s'engager dans cet affrontement avec le patronat et un gouvernement à ses ordres.

APRÈS LE 18 MARS, LA MOBILISATION CONTINUE LE 12 AVRIL !

Le NPA défend la nécessité de construire une opposition unitaire à la gauche du parti socialiste, une opposition qui refuse la soumission aux banques et aux grands patrons, à la dette et s'appuie sur une mobilisation d'ensemble

C'est pourquoi nous avons proposé, à l'ensemble des organisations de la gauche politique et syndicale qui ne participent pas à la majorité gouvernementale, aux associations qui militent pour la défense des droits sociaux et démocratiques un week-end de révolte contre la droite et l'extrême droite, et pour stopper la politique du gouvernement et du Medef. La 12 avril a été retenu par un grand nombre d'organisations pour manifester unitairement. Ce sera, nous le souhaitons, une importante étape vers la mobilisation de l'ensemble du monde du travail contre le racisme, l'austérité, la droite et l'extrême droite, contre ce gouvernement qui mène une politique de droite...

